

**Convention collective**

**IDCC : 1592. – INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE  
(Valenciennois et Cambrésis)  
(13 juillet 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)*  
(Etendue par arrêté du 10 juillet 1991,  
*Journal officiel* du 23 juillet 1991)

**ACCORD DU 25 MARS 2013**

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES HIÉRARCHIQUES GARANTIES  
POUR L'ANNÉE 2013**

NOR : ASET1350613M  
IDCC : 1592

**PRÉAMBULE**

Les parties signataires du présent accord considèrent que l'industrie française, en particulier la métallurgie, nécessite une véritable mobilisation pour que, tout comme les hommes, les femmes puissent y exercer leurs compétences et qualités propres et y développer leurs talents dans leur intérêt propre et dans l'intérêt général.

Elles rappellent l'importance du respect de la mixité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Les parties signataires rappellent également que le présent accord sur les rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) ne peut avoir pour conséquence d'interférer sur les négociations dans les entreprises.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent avenant a pour objet de déterminer, en application et dans le cadre de l'accord du 9 juillet 1992, les rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) à partir de l'année 2013 dans les entreprises relevant du champ d'application territorial et professionnel de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

**Article 2**

Le barème des rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) est établi sur la base de 151,67 heures, correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il figure en annexe du présent avenant et a pour objet exclusif d'apporter à l'ensemble des salariés des entreprises concernées la garantie de rémunérations minimales annuelles.

Le barème sera adapté à l'horaire de travail effectif auquel sont soumis les salariés.

**Article 3**

Concernant l'assiette de calcul des RAHG, les parties signataires rappellent l'article 2 de l'accord du 9 juillet 1992, à savoir : « Pour l'application de cette garantie annuelle, il sera tenu compte de

l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie mensuel et supportant des cotisations en vertu de la législation sur la sécurité sociale à l'exception de celles correspondant :

- à des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole n'ayant pas eu explicitement pour but d'assurer le complément de rémunération prévu à l'article 7 de l'accord du 9 juillet 1992 ;
- à des remboursements de frais ;
- aux contrats d'intéressement (ordonnance du 7 janvier 1958 modifiée) ;
- à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise telle que prévue par l'ordonnance du 17 août 1967 modifiée ;
- à des majorations pour travaux pénibles, dangereux ou insalubres découlant de l'application de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis ;
- aux majorations pour heures supplémentaires ;
- à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis. »

#### **Article 4**

Les parties signataires du présent avenant s'engagent à ce qu'aucun coefficient ne soit en dessous du Smic pour l'année 2013. Si tel devait être le cas, suite à une revalorisation de ce dernier, une information sera automatiquement effectuée aux entreprises adhérentes afin de les alerter sur les éventuels coefficients concernés et de leur demander, au nom des parties signataires, de veiller à revaloriser les coefficients concernés à hauteur du Smic.

#### **Article 5**

Les parties signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension.

#### **Article 6**

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Valenciennes et Cambrai conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires s'engagent également à déposer le présent avenant auprès des services centraux du ministère du travail.

Fait à Valenciennes, le 25 mars 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

UIMM du Valenciennois ;  
UIMM du Cambrésis.

#### **Syndicats de salariés :**

CGT-FO Valenciennes-Cambrai ;  
CFTC Valenciennes-Cambrai ;  
CFE-CGC Valenciennes-Cambrai.

## ANNEXE

### Barème des rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG)

Durée légale de 35 heures.

Base : 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TRAVAILLEUR manuel	ADMINISTRATIF et technicien	MAÎTRISE atelier
V	4	395		28 217	29 823
	3	365		26 240	28 001
	2	335		24 150	25 779
	1	305		22 271	23 869
IV	3	285	21 822	20 910	22 273
	2	270	20 768	20 061	
	1	255	19 852	19 335	20 629
III	3	240	19 143	18 801	19 519
	2	225		18 370	
	1	215	18 587	17 946	18 682
II	3	190	18 065	17 627	
	2	180		17 530	
	1	170	17 641	17 421	
I	3	155	17 379	17 362	
	2	145	17 216	17 216	
	1	140	17 204	17 204	